

CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'ASSOCIATION « UMS FOOTBALL »

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La ville de Montélimar, représentée par son Maire, Monsieur Julien CORNILLET, dûment habilité à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal, ci-après dénommée « La Ville »

d'une part,

ET :

L'association « UMS FOOTBALL » association loi de 1901, déclarée en Préfecture le 13 mai 1996, n° SIRET 77942824200019, ayant son siège social, 36 Bis Route de Saint Paul – 26200 MONTE LIMAR, représentée par son Président en exercice, Monsieur Yannick CANALS, dûment habilité à l'effet des présentes, par délibération du Conseil d'Administration, et ci-après dénommée « l'Association »,

d'autre part,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

Considérant le projet initié et conçu par l'Association UMS FOOTBALL, conforme à son objet statutaire.

Considérant que la Ville de Montélimar a pour objectif de soutenir et favoriser toute initiative communale porteuse de valeurs de fraternité, de respect et de citoyenneté que véhicule le sport.

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté par l'Association participe de cette politique et à la satisfaction de l'intérêt communal.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :







Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION – ENGAGEMENT DES PARTIES

Par la présente convention, l'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le programme d'actions défini à l'article 2 ainsi que les moyens nécessaires à sa réalisation.

Pour sa part, la Ville contribue à la réalisation de ce programme d'actions comme précisé à l'article 5 sans attendre une quelconque contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : LE PROGRAMME D'ACTIONS DE L'ASSOCIATION

Le programme d'actions dont le descriptif figure en annexe 1 à la présente convention vise à favoriser toutes initiatives propres à la formation physique et morale de la jeunesse et plus particulièrement au développement et à la pratique du Football sur le territoire de la Ville, notamment :

-  Création d'une équipe féminine, catégorie moins de 15 ans,
-  Labellisation Fédération Française de Football,
-  Garantir un accueil de qualité pour les plus jeunes,
-  Organisation de 2 tournois (1^{er} et 8 mai),
-  Organisation de d'évènements (Halloween-goûter de Noël),
-  Organisation de stages durant les vacances scolaires.

Article 3 : DURÉE ET PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de signature.

Elle se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour des périodes d'un (1) an sans toutefois que sa durée totale puisse excéder trois (3) ans et sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception postal adressée au moins trois (3) mois avant l'échéance de la période annuelle en cours.

Article 4 : CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROGRAMME D'ACTIONS

Le coût total estimé éligible du programme annuel d'actions est évalué à 196 203 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe 2 à la présente convention.

Les coûts pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions par l'association.

Article 5 : CONTRIBUTIONS DE LA VILLE DE MONTÉLIMAR ET MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

Article 5.1 : le montant de la contribution financière

5.1.1 – Pour l'année 2023, la Ville contribue financièrement à la réalisation du programme d'actions de l'association pour un montant de 62 500 € qui équivaut à 32 % du montant prévisionnel annuel du programme d'actions de l'association.

Cependant la subvention ainsi déterminée ne revêt par un caractère définitif. En effet son montant pourra faire l'objet d'une révision au vu des actions effectivement réalisées.

5.1.2 – Pour chaque année de reconduction de la convention, la contribution financière mentionnée ci-dessus ne sera applicable que sous réserve des trois (3) conditions suivantes :

- le vote des crédits de paiement par l'assemblée délibérante de la Ville,
- le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1, 2 et 6,
- la vérification, conformément à l'article 6, que le montant de la contribution n'excède pas le coût du programme d'actions de l'association.

Article 5.2 : Modalités de versement de la contribution financière

5.2.1 – Année de conclusion de la convention

L'aide de la Ville sera créditée au compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur. Cette subvention sera versée en deux fois :

■ en début d'année civile (avance sur subvention à joindre au dossier de demande de subvention ou au plus tard le 15 septembre) : le premier versement correspondant à 30 % de la subvention attribuée après le vote du budget primitif de l'année N-1 .

■ après le vote du budget primitif de l'année N : le deuxième versement correspondant à la différence entre le montant de la subvention attribuée pour l'année en cours et le montant de l'avance sur subvention.

5.2.2 : Paiement

Le montant de la contribution financière sera imputé sur les crédits inscrits au budget général de la Ville, compte 6574/40/5300 et crédité au compte de l'Association ouvert à son nom :

- sous le n° : 00020883501
- banque : Crédit Mutuel
- à : MONTELMAR

L'ordonnateur des dépenses est Monsieur le Maire ou son représentant par délégation. Le comptable assignataire des paiements est Monsieur le Trésorier Principal de Montélimar.

Article 5.3 : Mise à disposition de matériels et personnels

À la demande de l'association, la Ville pourra également, afin de contribuer à la réalisation du projet, mettre à disposition des moyens humains et matériels municipaux, à titre gracieux et de façon ponctuelle.

Les demandes de l'association devront être faites par écrit et adressées à la Ville qui appréciera, au cas par cas et suivant ses moyens, d'y répondre favorablement ou non.

Article 6 : LES AUTRES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Article 6.1 : Assurances

L'Association atteste à la signature de la présente convention avoir souscrit les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

La Ville se réserve la possibilité de demander à l'Association de souscrire une assurance complémentaire, si les garanties présentées sont jugées insuffisantes.

L'Association s'engage enfin à payer les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que la Ville ne puisse en aucun cas être inquiétée.

Article 6.2 : Communication

L'Association s'engage à mentionner la participation de la Ville et à faire figurer le logo de cette dernière de manière lisible et dans le respect de la charte graphique de la Ville, notamment lors des relations avec les médias ou à l'occasion de la réalisation de supports de communication (plaquette de présentation, site Internet, affiches, banderoles, maillots...) et dans tous documents produits dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action défini à l'article 2 de la présente convention.

Article 6.3 : Budget et comptabilité

L'Association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et à respecter les législations fiscales et sociales propres à ses activités.

Article 6.4 : Justificatifs

L'Association s'engage à fournir, pour chaque période annuelle d'exécution de la convention, les documents ci-après aux dates indiquées :

Pour le 31 octobre de l'année N :

- Un budget prévisionnel de l'année suivante (n + 1) avec une présentation analytique du programme d'actions, en distinguant clairement les thèmes d'actions.

Pour le 30 juin de l'année N+1 :

- Une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité conformément aux dispositions de l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales.
- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Un rapport d'activités exhaustif et précis de l'ensemble de l'activité de l'Association relative à la mise en œuvre du programme d'actions.

Lorsque l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à « La Ville », dès leur réception, tout rapport produit le(s)dit(s) commissaire(s) aux comptes.

Tous ces documents devront être transmis en deux (2) exemplaires à :

Mairie de Montélimar
Direction des Sports
Maison des Services Publics
Avenue St Martin
26200 MONTE LIMAR

Article 6.5 : Évaluation

L'Association s'engage à fournir, au moins deux (2) mois avant l'échéance annuelle de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions défini à l'article 2 de la présente convention.

La Ville procède, conjointement avec l'Association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1 au programme d'action tel que développé à l'article 2 et sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local.

Article 6.6 : Impôts et taxes

L'Association s'engage à acquitter l'ensemble des impôts et taxes liés à ses activités.

Article 7 : CONTRÔLES PAR LA VILLE

La Ville contrôle annuellement et à l'issue de la convention que sa contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions défini à l'article 2 de la présente convention. Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Ville, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 65 ou dans le cadre du contrôle financier annuel.

L'Association s'engage alors à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 8: SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la Ville, cette dernière peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la contribution financière, diminuer ou suspendre le montant de cette contribution, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux (2) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 10 : MODIFICATIONS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par La Ville et l'Association. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 11 : ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Pour tout différend ou litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention et qui ne trouverait pas de solution amiable, le Tribunal Administratif de Grenoble est seul compétent.

Fait en deux (2) exemplaires

A Montélimar, le _____

Pour l'Association

**Pour la Ville
Le Maire**

ANNEXE 1 à la convention d'objectifs

Avec l'association « UMS FOOTBALL »

L'association « UMS BASKET » s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions suivant, comportant des obligations destinées à permettre la réalisation des objectifs visés à l'article 1 de la convention (voir document programme d'actions 2022-2023)

Objectifs :

- Création d'une équipe féminine, catégorie moins de 15 ans,
- Labellisation Fédération Française de Football,
- Garantir un accueil de qualité pour les plus jeunes,
- Organisation de 2 tournois (1^{er} et 8 mai),
- Organisation de d'évènements (Halloween-goûter de Noël),
- Organisation de stages durant les vacances scolaires.

Public visé :

Tous publics

Localisation

Ville et Montélimar-Agglomération

ANNEXE 2 à la convention d'objectifs

Avec l'association « UMS FOOTBALL »

**BUDGET PRÉVISIONNEL ANNUEL
DU PROGRAMME D' ACTIONS DE L' ASSOCIATION**

ANNEXE 3 à la convention d'objectifs

Avec l'association « UMS FOOTBALL »

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION À TITRE GRACIEUX
DE BIENS IMMOBILIERS**